



Quelques références bibliographiques...

*Lectures conseillées*

LE QUARTIER  
ACTIVATEUR

POP-UP DEV ÉCO

JEUDI  
21  
SEPT.  
2017

CONTACT  
contact@irev.fr  
www.irev.fr

LIEU  
Quai de l'innovation  
93 rue du Hoquet,  
80000 Amiens - FRANCE

The poster is yellow and features a central illustration of a neighborhood made of blue and white 3D blocks, with small human figures and trees interspersed. The text is arranged around this central image.

## Sommaire de la bibliographie

---

Emergence et création ..... 1

Potentiel urbain ..... 3

Coopération ..... 4

Dynamiques commerciales ..... 6

Territoires ..... 8



Verzat Caroline, Trindade-Chadeau Angélica, Toutain Olivier (coord.), **L'entrepreneuriat et les jeunes**, in *Agora débats/jeunesses n°75*, février 2017. 166 p.

Depuis quelques années, le débat autour de l'entrepreneuriat, et notamment celui des jeunes, est en plein essor. Qu'il soit porté par des institutions internationales (Commission européenne, OCDE, Banque mondiale..) ou par des organisations nationales (universités) voire locales (associations, couveuses), il trouve sa source d'inspiration dans une certaine interprétation de la société et de la place des jeunes. L'ambition de ce dossier est d'éclairer les dimensions pédagogiques et ontologiques de l'enseignement de l'entrepreneuriat, les enjeux de l'insertion professionnelle et le rôle de l'école. Par leur analyse des pratiques de formation à l'entrepreneuriat, les auteurs montrent la diversité des questionnements liés aux expériences d'éducation à l'entrepreneuriat, quel que soit le profil des jeunes concernés et des espaces de socialisation.



**Agence France Entrepreneur : Mieux accompagner les créateurs d'entreprises dans les territoires fragiles**, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), in *En Bref #31*, janvier 2017. 4 p.

Créée en avril 2016, l'Agence France entrepreneur (AFE) répond à la volonté de rendre plus lisible l'offre d'accompagnement des créateurs d'entreprises et de la développer sur l'ensemble du territoire, en luttant contre les inégalités territoriales. Siègent à son conseil d'administration des services de l'État, dont le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), la Caisse des dépôts (CDC), des représentants des chambres consulaires et des experts comptables, et de l'association Régions de France. Le CGET a réalisé un état des lieux de cette offre d'accompagnement à la création dans les territoires fragiles, en lien avec la CDC, afin de mieux cibler l'action de l'AFE.

<http://www.cgget.gouv.fr/sites/cgget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-31-cgget-01-2017.pdf>





## Effets de la rénovation urbaine sur le développement économique et l'emploi : synthèse, CGET (En détail), 2016. 27 p.

Cette étude a été commandée par le CGET, douze ans après le lancement du programme national de rénovation urbaine (PNRU) qui visait notamment la lutte contre le manque de diversité urbaine des quartiers, et alors que commence le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). L'analyse qu'elle fait des effets de la rénovation urbaine sur le développement économique et l'emploi permet de formaliser les principaux facteurs de réussite de ces projets. En effet, de réels progrès sont observés dans les quartiers : l'activité économique et commerciale - qu'elle soit nouvelle ou transférée - y a trouvé sa place, même de manière limitée ; les clauses d'insertion ont prouvé qu'une mobilisation de l'ensemble des partenaires sur un objectif précis produit des résultats tangibles. Sur la base des analyses des effets sur le développement économique et l'emploi, l'étude formule des préconisations destinées aux acteurs locaux et nationaux impliqués notamment dans les projets du NPNRU. [http://www.cgét.gouv.fr/sites/cgét.gouv.fr/files/atoms/files/endetail-synthese\\_ru-deveco.pdf](http://www.cgét.gouv.fr/sites/cgét.gouv.fr/files/atoms/files/endetail-synthese_ru-deveco.pdf)

## LE GUIDE PRATIQUE CONSOLIDER LA DIMENSION ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES EN RÉNOVATION URBAINE



ANRU  
Agence Nationale  
pour la Rénovation  
Urbaine

## Le guide pratique : Consolider la dimension économique des territoires en rénovation urbaine, Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), 2013. 93 p.

Ce guide capitalise les bonnes pratiques repérées lors du premier programme de rénovation urbaine. Il s'organise autour de quatre parties répondant à quatre questions - objectifs : quel potentiel de développement pour les quartiers en rénovation urbaine ; comment formuler le projet ; comment réaliser concrètement les actions et opérations ; quelle méthodologie suivre pour réussir des implantations économiques et/ou commerciales.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=30356](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=30356)

QU'EST-CE  
QU'UN  
Living Lab ?



## Le livre blanc des Living Labs : Qu'est-ce qu'un Living Lab ?, UMVELT, 2014, 132 p.

Ce livre blanc constitue un outil accessible à tous pour découvrir le concept innovant des «living labs», plus particulièrement les méthodes et outils qui y sont utilisés. Les Living Labs sont «une nouvelle approche de l'innovation dans laquelle les utilisateurs ne sont désormais plus vus comme un objet d'investigation mais comme des acteurs clefs dans le processus d'innovation».

<http://www.umvelt.com/sites/default/files/publications/livre%20blanc%20LL%20Umvelt%20-%20Final%205%20dec%202014.pdf>

## Collectif, **Etude sur l'innovation dans les quartiers de la politique de la ville**, CGET, mars 2017. 134 p. et annexe : présentation des études de cas détaillées 122 p.

Grâce aux apports de plus d'une centaine d'experts, d'acteurs de terrain, et d'innovateurs, cette étude propose une lecture actuelle et comparée de la nature des innovations socio-économiques développées dans les QPV, et des tendances à l'œuvre en matière d'accompagnement de celles-ci.

Les projets identifiés font ainsi apparaître les quartiers comme des territoires de créativité et d'innovation, mais aussi comme des territoires en devenir au vu des nouvelles capacités d'actions dont ils se dotent peu à peu. Ils démontrent également le réel potentiel en matière de développement économique et de création d'emplois sur ces territoires. Dès lors, la détection et l'appui aux talents et aux innovateurs est un enjeu essentiel de l'action publique.

Le sujet est traité en trois temps : Etat des lieux de l'innovation dans les QPV et des dispositifs d'accompagnement et d'appui existants ; Analyse des facteurs clés de réussite ainsi que des obstacles dans l'impulsion et le développement d'initiatives innovantes ; Formulation de solutions concrètes afin de catalyser le développement de l'innovation, notamment à travers la création de nouveaux dispositifs publics d'accompagnement.

[http://www.cget.gouv.fr/ressources/publications/l-  
innovation-dans-les-quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-  
la-ville](http://www.cget.gouv.fr/ressources/publications/l-innovation-dans-les-quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-la-ville)



Collectif, **Politique de la ville et ESS : initiatives, analyses et éclairages**. RTES (Repères), septembre 2016. 109 p.

Fruit d'un an de travail, le Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES) publie, avec le soutien du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), un guide sur la politique de la ville et l'économie sociale et solidaire (ESS).

Composé d'outils méthodologiques, d'éclairages et d'un panorama d'initiatives, il vise notamment à accompagner les acteurs engagés dans un contrat de ville ou une stratégie de développement économique dans leurs actions de soutien aux garages solidaires, aux restaurants d'insertion et plus globalement, aux projets concourant à la création d'emploi dans les quartiers prioritaires.

Ce guide délivre également un certain nombre de recommandations, notamment en matière de financements mobilisables ou de structuration de filières. Dans ce cadre, il incite à se saisir de la commande publique comme « levier à la disposition des collectivités pour contribuer à structurer des filières économiques locales ». L'exemple du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, qui a, à travers ses appels d'offre, incité les structures d'insertion à se regrouper sur le territoire est ainsi exploré.

[http://rtes.fr/IMG/pdf/PublicationPolVille\\_VF-compressed.pdf](http://rtes.fr/IMG/pdf/PublicationPolVille_VF-compressed.pdf)



ÉTAT DES LIEUX DU COMMERCE  
& DU POTENTIEL ÉCONOMIQUE  
ARTISANAL DANS LES QUARTIERS  
DU NPNRU  
"Des repères pour agir"

Un document en collaboration avec  
**Epareca**



## Etat des lieux du commerce et du potentiel économique artisanal dans les quartiers du NPNRU, EPARECA (collection des repères pour agir), 2015. 20 p.

Cette brochure fait la synthèse des résultats de l'état des lieux du commerce et de l'artisanat, mené au second trimestre 2015 dans les 216 quartiers «d'intérêt national» inscrits dans la géographie prioritaire de l'Agence nationale de rénovation urbaine. Il permet de tirer des enseignements sur les facteurs qui font encore défaut dans certains quartiers pour préserver la dynamique commerciale et artisanale : l'insertion urbaine, l'ambiance ou encore la diversité de l'offre. Cet état des lieux constitue un guide à destination des élus locaux et des acteurs de la politique de la ville.

[http://capville.fr/images/documents/BROCHURE\\_ETAT\\_DES\\_LIEUX\\_version\\_telechargeable.pdf](http://capville.fr/images/documents/BROCHURE_ETAT_DES_LIEUX_version_telechargeable.pdf)



LES COMMERCES DANS LES QUARTIERS :  
UNE OFFRE À REVITALISER ET DIVERSIFIER

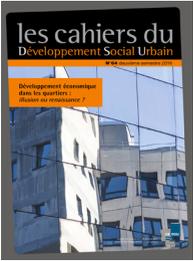
Les commerces de proximité ont un rôle essentiel à jouer dans la revitalisation des quartiers. Ils sont un facteur de lien social, de dynamisme économique et de qualité de vie. Cependant, ils sont souvent en difficulté dans les quartiers prioritaires. Cette brochure analyse les raisons de cette situation et propose des pistes d'action pour les revitaliser et les diversifier.

CGET

## Les commerces dans les quartiers : une offre à revitaliser et diversifier, CGET, in *En Bref* #13, février 2016.

A travers cette synthèse sur les commerces dans les quartiers, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a souhaité mieux connaître les handicaps des équipements actuels d'une part, et les besoins et comportements de consommation des habitants des quartiers d'autre part, pour mieux y répondre.

<http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-13-cget-02-2016.pdf>



Collectif, **Développement économique dans les quartiers : illusion ou renaissance ?** in *Les Cahiers du Développement Social Urbain* n°64, deuxième semestre 2016. 48 p.

Ce numéro vise à décrypter les changements induits par la réforme de la politique de la ville en matière de développement économique ainsi que les évolutions récentes. Il interroge si et comment ce double contexte peut-être porteur de nouvelles dynamiques locales dans les quartiers. Ce numéro vise plus précisément à donner des repères sur la question économique dans le cadre de la réforme de la politique de la ville dans une première partie. La seconde, en mettant en avant la question de l'innovation, vise à démontrer que les quartiers offrent un terrain d'aventure pour expérimenter de nouvelles formes d'économie. Il s'avère que la question de l'innovation économique suppose de travailler autrement, avec des méthodes différentes et un partenariat élargi, que ce soit pour les acteurs de la politique de la ville ou ceux du développement économique. C'est l'objet de la troisième partie qui fait place à des acteurs et des méthodes au cœur des démarches innovantes.

## SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'innovation et d'Internationalisation)

<http://www.hautsdefrance.fr/srdeii/>

Délibération n°20170444 et le SRDEII voté le 30 mars 2017

<http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/srdeii.pdf>



**Partager un référentiel de compétences des développeurs économiques territoriaux**, Assemblée des communautés de France (AdCF), 2017. 39 p.

La loi NOTRe renforce les responsabilités des régions et des intercommunalités (communautés et métropoles) en matière de développement économique. Cette nouvelle donne appelle la mobilisation des compétences professionnelles des quelque 8000 développeurs économiques. Dans ce contexte, six fédérations nationales d'employeurs (Adcf, CNER, Alliance Villes Emploi, CCI France, France Clusters, Initiative France) ont pris l'initiative de constituer, en lien avec la Caisse des Dépôts, un groupe de réflexion sur la reconnaissance des compétences des développeurs économiques territoriaux. Ce travail abouti à la publication d'un référentiel de compétences partagé qui vise 4 grands objectifs : identifier les missions et compétences des développeurs économiques afin d'accompagner la réorganisation de l'ingénierie d'appui dans les territoires ; faciliter le recrutement des développeurs économiques et les mobilités professionnelles des salariés entre les secteurs public, parapublic et privé ; engager une réflexion sur les évolutions prospectives des métiers et sur les positionnements des développeurs économiques ; développer/renforcer une offre de formations certifiantes, initiales et continues et la reconnaissance mutuelle de ces qualifications professionnelles en France, comme au sein des Etats membres de l'Union Européenne et à l'international. Ces formations gagneront à s'appuyer sur l'expertise des fédérations porteuses du référentiel de compétences. Il s'organise en 7 domaines d'activités stratégiques qui font chacun l'objet d'une présentation synthétique permettant de décrire des «missions-types».

<http://www.adcf.org/files/DOCS/Referentiel-competences-developpeurs-economiques-05042017-web.pdf>



## Regards sur les stratégies et actions économiques locales : montée en puissance et diversification des compétences intercommunales, Assemblée des communautés de France (AdCF), 2015. 111 p.

Cette publication propose un regard sur les stratégies économiques locales dans lesquelles les intercommunalités sont parties prenantes ou à l'initiative. Passant en revue les différents outils, process et modes de faire des intercommunalités et de leurs partenaires économiques, ce document se veut une contribution à l'usage des décideurs publics locaux. Elle contient de nombreux témoignages, expériences et chiffres clés sur l'ensemble des facettes du développement économique local. Elle capitalise également divers travaux conduits par l'AdCF et ses partenaires depuis 2011, année de l'installation de sa commission Développement économique et emploi. S'inscrivant dans la perspective de l'évolution des responsabilités et de la répartition des compétences entre les différents niveaux de collectivités locales (débat sur le projet de loi NOTRe), l'étude est organisée en 4 parties : Partie 1 : Inscrire une stratégie de développement économique au coeur du projet de territoire ; Partie 2 : L'émergence d'une autorité organisatrice du développement économique local ; Partie 3 : Une approche transversale de l'action économique ; Partie 4 : Des thématiques clés concourant au développement économique.

<http://www.adcf.org/files/adcf-etude-strategies-actions-economiques-locales-150302-web.pdf>



## IREV, Petit Morgane (Dir.), Martin Pierre-Edouard (Coord.), **Vers le développement économique urbain**, IREV (Repères pour agir n°5), 2015. 95p.

L'ouvrage se concentre sur la définition d'un développement économique urbain. Ce nouveau modèle questionne en premier lieu le système d'acteurs et invite à, conjointement, aller vers les acteurs privés (les entreprises) et les habitants des quartiers concernés. Favoriser le croisement de ces mondes apparaît un préalable à l'opérationnalité, qu'il s'agisse de susciter l'implantation d'entreprises dans ou à proximité des quartiers, de faciliter l'entrepreneuriat et la création d'activités par les habitants ou encore de mailler compétences des quartiers et besoins de main d'oeuvre.

<http://www.irev.fr/article/vient-para%3%A9tre-vers-d%3%A9veloppement-%3%A9conomique-urbain-juillet-2015>



[www.irev.fr](http://www.irev.fr)